

Communiqué des quatre secrétaires nationaux du POI

Vendredi 30 janvier 2009

Pour l'interdiction des licenciements **TOUS AU RASSEMBLEMENT** **DIMANCHE 8 FEVRIER-15H** Palais des congrès de l'Est parisien • 128, rue de Paris, à Montreuil (métro Robespierre, ligne 9)

Par millions, ce 29 janvier, les travailleurs se sont rassemblés dans la grève et les manifestations. Sur le terrain de la lutte de classe, salariés du public et du privé ont affirmé ce que d'aucuns prétendaient effacer : la classe ouvrière est là, elle est debout, elle regroupe ses forces pour le combat.

Ce 29 janvier, à l'appel des confédérations, la classe ouvrière a affirmé qu'elle a le droit et le devoir de se défendre comme classe contre la classe des exploités et des spéculateurs.

Ce 29 janvier, par millions, par la grève et la manifestation, travailleurs du privé et du public, les jeunes, leurs familles ont dit : cela suffit des licenciements, des suppressions d'emplois dans le public, des contre-réformes, cela suffit des salaires et des retraites de misère, du chômage et de la destruction de la protection sociale. Ils l'ont fait sur le terrain de la lutte de classe, qui oppose les intérêts des exploités à ceux des exploités, les intérêts des opprimés à ceux des oppresseurs, ceux des salariés à ceux du patronat.

Et qu'a répondu Sarkozy ? Que l'inquiétude exprimée le 29 janvier était « *légitime* » et qu'il rencontrerait prochainement « *les organisations syndicales et patronales afin de convenir du programme de réformes et des méthodes pour le mener à bien* ». Son conseiller Soubie a mis les points sur les i : « *Il faut maintenir le cap !* »

Maintenir le cap des contre-réformes, des licenciements et des 428 milliards d'euros offerts aux banquiers et aux spéculateurs ? N'est-ce pas précisément ce contre quoi se sont dressés par millions grévistes et manifestants du 29 janvier ?

Et Sarkozy et son gouvernement voudraient poursuivre ?

Ils voudraient continuer à supprimer par dizaines de milliers les emplois publics et à encourager les patrons à licencier en masse ?

Ils voudraient continuer à distribuer par centaines les milliards d'euros aux capitalistes et spéculateurs, qui ne s'en servent que pour poursuivre la spéculation et détruire les emplois, tandis que les banques augmentent encore leurs profits ?

IL Y A URGENCE À BLOQUER LE GOUVERNEMENT, ET EN PARTICULIER À IMPOSER :

- **L'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois dans le public.**
- **La confiscation des 428 milliards offerts par le gouvernement aux capitalistes et spéculateurs, et leur utilisation pour satisfaire aux besoins les plus urgents de la population laborieuse.**
- **Le retrait des contre-réformes Bachelot, Darcos, Péresse, qui visent à liquider l'école publique, l'hospitalisation publique, l'Université publique.**
- Et pour mettre en œuvre cette politique, il ne faut pas hésiter à rompre avec l'Union européenne, dont toutes les institutions visent à faciliter les licenciements et les délocalisations.

CE SONT LES TRAVAILLEURS QU'IL FAUT SAUVER, ET PAS LES SPÉCULATEURS.
INTERDIRE LES LICENCIEMENTS, C'EST URGENT ! C'EST VITAL !

C'est sur ces mots d'ordre que le Parti ouvrier indépendant invite toutes et tous à participer au grand rassemblement de combat, meeting de masse, le 8 février à Montreuil, pour organiser ensemble la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements.

